

CHEMONICS INTERNATIONAL/USAID

**Formation professionnelle des magistrats
Du Tribunal de Commerce d'Agadir/MAROC**

Rapport diagnostic

**Maria BAHNINI
Mars 2002**

La présent rapport est relatif à la formation professionnelle des magistrats du tribunal de commerce d'Agadir, tel que ce projet a été mis en place par Chemonics sur la période allant de janvier à juillet 2002.

INTRODUCTION

Les données juridiques, le rôle de l'institution judiciaire, le rôle du droit font l'objet de mutations profondes et rapides, en même temps que la demande de justice se fait, au Maroc, de plus en plus pressante.

Le Ministère de la Justice, avec l'aide de l'USAID, dans le cadre du programme « gestion de la qualité totale » au tribunal de commerce d'Agadir, a pour objectif d'assurer entre autres, la formation continue des magistrats, pour prendre en compte ces évolutions et amener ces mêmes magistrats:

- à exercer leur profession dans des conditions qui correspondent aux exigences actuelles de la société,
 - à maîtriser les nouvelles branches du droit,
 - à assurer le développement économique du pays par une sécurisation judiciaire des transactions,
- et
- à s'adapter aux évolutions futures tout en conservant le sens de la spécificité des fonctions judiciaires.

I. OBJECTIFS

La mise à niveau des magistrats doit non seulement les préparer à l'exercice de toutes les fonctions judiciaires et à la maîtrise technique qu'elles supposent, mais aussi leur permettre d'acquérir une culture judiciaire, condition nécessaire à une compréhension approfondie du rôle et de la fonction de l'institution.

L'acquisition des techniques juridiques est, à notre sens, inséparable d'une réflexion constante sur l'exercice de la fonction.

Il est donc plus que jamais nécessaire de mettre l'accent sur ce qui fait la spécificité de la Justice, sur les principes fondamentaux qui la gouvernent, sur l'articulation et le contenu des normes.

L'étude de ces principes fondamentaux qui sous-tendent et légitiment l'intervention judiciaire, donne en retour tout son sens et toute sa portée à l'étude des techniques professionnelles. Elle en définit la portée et les limites.

L'apprentissage technique et pratique de la décision judiciaire doit tendre à l'acquisition de la correction formelle et procédurale. Plus encore, la connaissance approfondie des contentieux, de la manière dont ils peuvent se former, apparaître ou disparaître, être traités, est désormais indispensable pour assurer efficacité et pertinence à l'action du magistrat.

Il est néanmoins indispensable que cette maîtrise technique soit doublée par un travail sur le sens et la portée de la décision, sur son impact et son efficacité.

Il est donc nécessaire de susciter une réflexion sur la déontologie et l'éthique de la profession, et inciter le magistrat à prendre toute la mesure des responsabilités qui lui sont confiées.

Ces responsabilités sont larges et multiformes.

* Responsabilité intellectuelle, dans la connaissance et la mise en œuvre du corpus toujours plus étendu et complexe des textes.

* Responsabilité humaine en ce qu'elle touche à l'intimité, à la réputation, à la liberté et aux biens des individus.

* Responsabilité sociale puisqu'elle régule la complexité d'une société où le juge doit définir sa place, dans l'institution à laquelle il appartient, comme dans le jeu des différents rouages démocratiques.

* Responsabilité morale puisqu'elle exige du magistrat le savoir-être autant que le savoir-faire, la sagesse autant que la compétence.

C'est à notre avis, un élément essentiel de la formation du magistrat que cette prise de conscience théorique et pratique.

Il est important que chacun puisse trouver dans l'enseignement reçu dans le cadre de cette formation continue, matière à se constituer une identité professionnelle forte, parce qu'elle fondée sur des compétences techniques assurées, enrichie par une culture judiciaire ouverte et cultivant le sens de la responsabilité et de l'indépendance.

Au terme de ce complément de formation, le magistrat doit être professionnellement en mesure de répondre aux attentes conjuguées de l'institution et du justiciable.

Il appartiendra par la suite, d'actualiser et d'élargir ses compétences.

C'est pour lui un droit et un devoir.

II. LE PROGRAMME

II.1. DEFINITION DU PROGRAMME

Le programme arrêté dans le cadre de cette formation continue, comprend une actualisation et un approfondissement des connaissances techniques, nécessaires à la fonction de magistrat dans un tribunal de commerce.

Il met spécialement l'accent sur le domaine économique et financier que les magistrats des tribunaux de commerce maîtrisent mal.

Il accorde également une part importante aux apports cognitifs sur des matières qui n'ont pas été abordées au cours de la formation initiale et à la présentation des textes nouveaux.

Dans la phase de construction du programme de formation, nous avons:

- provoqué chez les magistrats une prise de conscience des problèmes à résoudre et des défis à relever,

- amené à formuler eux- mêmes leurs besoins,

- associé le plus possible à la construction du programme et à la recherche des solutions pour les rendre acteurs,

- accru leur engagement et leur responsabilité, pour entraîner leur compréhension et leur adhésion aux enjeux contenus dans la formation,

- vérifié et validé les options retenues.

- rationalisé le programme de formation **pour fournir une prestation en adéquation avec les besoins.**

Le programme a été défini en concertation avec les magistrats du tribunal de commerce d'Agadir, compte tenu de leurs besoins qui avaient auparavant été très précisément identifiés.

Les thèmes de formation identifiés dans le cadre d'études préalables correspondent aux besoins des magistrats.

Ces thèmes ont été structurés pour élaborer des modules de formation cohérents et exhaustifs, et ventiler les heures de cours accordées de façon rationnelle, pour satisfaire au mieux la demande et les attentes des candidats.

Les magistrats du tribunal de commerce d'Agadir se trouvent parfois confrontés, dans les contentieux qui leur sont soumis, à des problèmes de droit dont ils ne maîtrisent pas parfaitement les principes.

C'est sur la base des indications données par les magistrats eux-mêmes concernant ces lacunes, et après plusieurs discussions, que le fond du programme de formation continue a été établi.

Outre les problèmes rencontrés par tous les magistrats des tribunaux de commerce, ceux du tribunal de commerce d'Agadir, qui exercent dans une ville portuaire, sont confrontés à des problèmes spécifiques, relatifs entre autres, au droit maritime, au droit de la pêche, à la réglementation des ports.

Le programme a donc été taillé « sur mesure » pour eux.

Nous y avons rajouté un volet « méthodologie » car le programme doit, à notre sens, et avant toute remise à niveau des connaissances techniques, comporter un cours de méthodologie de travail.

II.2. LE CONTENU DU PROGRAMME (192 HEURES)

II.2.1. Méthodologie (30 heures)

Il nous a paru indispensable d'apprendre aux magistrats, entre autres, à :

- lire un dossier, ou une décision judiciaire, ou une loi

- l'analyser dans toute sa complexité et toutes ses implications,
- à faire le commentaire et la critique des décisions rendues,
- et à rédiger des notes de synthèse sur les dossiers traités,
- à comparer les textes législatifs et les décisions judiciaires marocaines avec leur équivalent à l'étranger.

Ce cours de méthodologie permettra aux magistrats à

- « apprendre à apprendre »,
- à aiguiser leur esprit d'analyse,
- à commenter les lois, à en souligner les points forts et les défaillances,
- à critiquer de façon positive et négative les décisions rendues par d'autres tribunaux de commerce,
- à renforcer et à motiver leurs argumentations et leurs décisions,
- à développer leur capacités de synthèse,
- à enrichir leur réflexion par des éléments puisés dans les droits étrangers.

Tous les documents utilisés dans le cadre de ce cours seront des lois commerciales marocaines et des décisions rendues par les tribunaux ou cours d'appel de commerce au Maroc. La réflexion est ensuite élargie en prenant appui sur des exemples étrangers.

II.2.2. Le droit bancaire (50 heures)

Le quota d'heures accordé au droit bancaire a été augmenté de dix heures pour permettre au même intervenant de traiter les instruments de paiements internationaux qu'il est plus logique de rattacher au module de droit bancaire qu'au module des contrats commerciaux internationaux.

Le module de droit bancaire traitera des éléments suivants, tant sur le plan théorique que pratique.

Plan du cours :

INTRODUCTION

Aperçu sur l'évolution du système bancaire et financier

Les apports de la loi bancaire, du nouveau code de commerce et des circulaires de Bank Al-Maghrib

Chapitre 1 :Les établissements de crédit

1. Présentation des établissements de crédit
 - A. Les Banques
 - B. Les autres établissements financiers
2. Les conditions d'exercice des établissements de crédit
 - A. Les conditions relatives aux dirigeants
 - B. Les autres conditions générales
3. Les opérations de banque et les activités connexes
 - A. Les dépôts
 - B. Les crédits
 - C. Les moyens de paiement et leur gestion
 - D. Les autres activités connexes.

Chapitre 2 : Les organes de tutelle, de contrôle et de représentation

1. Le Ministre des Finances
2. Bank Al-Maghrib
3. Le Conseil National de la Monnaie et de l'Épargne
4. Le comité des établissements de crédit
5. La commission de discipline des établissements de crédit
6. Les associations professionnelles.

Chapitre 3 : La nouvelle politique du crédit

1. Libéralisation de l'activité bancaire
2. Assouplissement des emplois obligatoires
3. Régression de la sélectivité des crédits

PREMIERE PARTIE : LES RISQUES BANCAIRES ET LES DEMANDES DE CREDIT

Chapitre 1 : Les crédits et les risques bancaires

Section 1 : Données générales sur les crédits :

Les différentes lignes de crédit et leur classement par nature, objet, durée, destination...

Section 2 : Les risques des crédits bancaires

- Les risques liés à la clientèle
- Les risques liés à la politique de crédit ou bien au statut de la banque
- Les risques liés à la gestion des établissements de crédit

Chapitre 2 : Les mesures réglementaires

Section 1 : Les mesures préventives limitatives des risques

- Les obligations financières et comptables
- La prévention de situation de crise
- La protection des déposants
- La protection des emprunteurs
- Les obligations d'information et les sanctions

Section 2 : Les mesures limitatives des risques bancaires

- Le coefficient de solvabilité ou « ratio cooke »
- Le coefficient de division de risques
- Le coefficient de liquidité
- Les règles de classement des créances en souffrance
- Les règles de provisionnement des créances en souffrance

Chapitre 3 : Les principes internationaux en matière de distribution de crédit

Section 1 : Les moyens généraux d'atténuation des risques

Section 2 : La connaissance du client et l'évaluation de l'entreprise

Section 3 : L'appréciation et le choix du crédit

Section 4 : L'utilisation des garanties

SECONDE PARTIE : LES OPERATIONS DE CREDIT

Chapitre 1 : Le financement des investissements

Section 1 : Les crédits d'investissement bancaires

Les financements à caractère général

Les financements spécialisés (financement du logement, du tourisme et de l'hôtellerie, financement de la promotion immobilière, de l'agriculture...)

Section 2 : Les garanties des crédits d'investissement

La Caisse Centrale de Garantie

Dar Addamane

Le cautionnement mutuel

Chapitre 2 : Le financement de l'exploitation

Sous-chapitre 1 : Les crédits par décaissement

Section 1 : les crédits d'exploitation générale

Le découvert, le facilité de caisse, le crédit spot, le crédit à la consommation

Les modalités de mise en place des crédits d'exploitation par caisse

La comptabilisation des crédits (crédits en compte courant, en compte d'avance)

Section 2 : Les crédits de refinancement des créances professionnelles

L'escompte commercial

Le factoring

Les avances sur marchés nantis ou délégués

Section 3 : Le crédit de financement des stocks

Les crédits de campagne

Les avances sur marchandises (ASM)

Les avances spéciales sur certains produits et matières

Sous-chapitre 2 : Les crédits par signature

Section 1 : Les cautions administratives

Les cautions de soumission ou provisoires

Les cautions de bonne fin ou définitive

Les cautions de retenue de garantie

Les cautions restitution d'acompte

Section 2 : Les cautions fiscales et en douanes
Les diverses cautions en douanes
Les cautions fiscales

Section 3 : Les cautions judiciaires et diverses

Section 4 : Les garanties à première demande

Section 5 : Les contre-garanties étrangères

TROISIEME PARTIE : LES COMPTES ET CONTRATS BANCAIRES

Chapitre 1 : Les comptes bancaires

Section 1 : les règles d'ouverture de comptes

Les conditions tenant à la capacité du postulant
Les obligations du banquier

Section 2 : Les différents types de comptes bancaires

Les comptes à vue
Les comptes à terme
Les comptes de gestion et comptes internes

Section 3 : Les opérations en compte

La tenue du compte et l'information du bénéficiaire
L'effet des inscriptions en compte

Section 4 : Les incidents sur le compte

Les saisie-arrêts
Les erreurs d'écriture
Les décès et autres incidents

Section 5 : La clôture du compte

Les cas de clôture
Les règles à observer

Section 6 : Les règles spécifiques au compte courant

Définition et caractéristiques
L'effet novatoire des inscriptions en compte courant
Les intérêts en compte courant. Principe et méthode de calcul

Chapitre 2 : Les contrats bancaires

Section 1 : L'ouverture de crédit

Définition
Durée de l'ouverture de crédit
La suspension et la résiliation de l'ouverture de crédit

Section 2 : L'escompte commercial et financier

Le support juridique de l'escompte
Les conséquences juridiques de l'escompte

Section 3 : Le virement bancaire

Le fondement juridique du virement
Les principes posés par la nouvelle législation commerciale

Section 4 : Le dépôt

Le dépôt de fonds
Le dépôt de titres

Section 5 : La cession des créances professionnelles

Les conditions de forme et de fond
Les effets juridiques de la cession

Section 6 : Le nantissement de titres

QUATRIEME PARTIE : LA RESPONSABILITE DU BANQUIER

Chapitre 1 : La responsabilité contractuelle

En tant que mandataire
En tant que dépositaire
En tant que dispensateur de crédit

Chapitre 2 : La responsabilité délictuelle

L'obligation de contrôle des ouvertures de comptes
La rupture abusive de crédit
Le soutien abusif à l'entreprise
La collusion frauduleuse avec la clientèle

II.2.3. Le financement des entreprises (30 heures)

Les magistrats sont confrontés, dans le cadre des procédures de redressement et de liquidation judiciaires à des problèmes liés au financement des entreprises, qu'ils ne maîtrisent pas parfaitement.

Ce séminaire leur permettra d'élargir leurs connaissances en matière financière, pour mieux appréhender la situation de l'entreprise dans sa dimension juridique certes, mais également dans sa dimension économique et financière.

Plan du cours :

Contexte Général : Evolution des systèmes comptables au Maroc

I- Lecture financière des comptes des sociétés

1.1 Ressources

1.2 Emplois

Principe de l'équilibre

Exemple d'application

II- L'équilibre financier à travers les phases d'évolution de l'entreprise

2.1- Situation initiale (création)

2.2 Evolution :

- Besoin en fonds de roulement
- Besoins en fonds propres

Applications

III- Financement des besoins : appréciation et mobilisation du crédit

- Financement des investissements
Etude de cas
- Financement des fonds propres
Etude de cas
- Cautionnement du financement des investissements
Etude de cas
- Crédits de fonctionnement
Etude de cas
- Crédit bail ou leasing
Etude de cas

GAMME DES INSTRUMENTS DE FINANCEMENT EN ANNEXE

ANNEXES

Financement des investissements

- Crédit Moyen Terme Artisanat
- Crédit d'équipement
- Crédit Moyen Terme réescomptable Bank Al Maghrib
- Crédit IZDIHAR
- Crédit à la promotion immobilière
- Crédit Jeunes Promoteurs & Entrepreneurs
- Crédit de restructuration industrielle

FINANCEMENT DES FONDS PROPRES

- Prêt participatif Bank Al Amal
- BEI II
- BEI III
- MOUSSAHAMA

CAUTIONNEMENT DU FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

- Aval Crédit Fournisseur
- Aval Crédit Acheteur (ligne espagnole)
- Aval Crédit Bail
- Aval Dar Addamane
- Aval Caisse Centrale de Garantie
- Fonds de garantie oxygène Dar Addamane
- Fonds de garantie de mise à niveau (FOGAM)
- Fonds de dépollution industrielle (FODEP)

CREDITS DE FONCTIONNEMENT PAR CONSEQUENT

- Avance sur marchandises
- Crédit de campagne
- Préfinancement des marchés publics
- Préfinancement à l'exportation
- Escompte commercial
- Avances sur créances nées sur l'étranger
- Avances sur marchés nantis
- Escompte Caisse Marocaine des Marchés
- Fiscalité de caisse
- Crédit direct commercial

CREDIT DE FONCTIONNEMENT PAR SIGNATURE

- Caution provisoire ou caution d'adjudication
- Caution définitive
- Caution retenue de garantie
- Caution pour restitution d'acompte
- Caution libre
- Cautions en douane
- Crédit documentaire
- Cautionnement des entreprises soumissionnaires et/ou adjudicataires de marchés à l'étranger (Aval Caisse Centrale de Garantie).

CREDIT BAIL OU LEASING

II.2.4. La comptabilité (10 heures)

Le cours de comptabilité a pour objectif essentiel de familiariser les magistrats avec la lecture des bilans de sociétés. Les nouvelles lois sur la société anonyme et la société à responsabilité limitée impose le dépôt des états de synthèse de la société au registre du commerce, à la fin de chaque exercice social.

Les magistrats du tribunal de commerce, qui n'ont pas eu de formation en comptabilité, doivent au terme de cette formation, être en mesure de comprendre ces documents de synthèse pour remplir leur mission d'alerte dans le cadre des procédures amiables de prévention des difficultés de l'entreprise,

II.2.5. Le droit des sociétés (30 heures)

Ce séminaire a pour objectif de traiter la pathologie en matière de sociétés commerciales au Maroc, à laquelle sont confrontés les magistrats des tribunaux de commerce.

Plan du cours

I- Les problèmes de constitution des sociétés

- I.1. La SARL
- I.2. La SA

II. La vie sociale

- II.1. Les organes de gestion
- II.2. Les augmentation de capital
- II.3. L'expertise de gestion
- II.4. Le contrôle des sociétés

III. Les difficultés des entreprises

- III.1. La prévention
 - III.1.1. La mission d'alerte
 - III.1.2. Le règlement amiable
- III.2. Le traitement
 - III.2.1. Le redressement judiciaire
 - III.2.2. La liquidation judiciaire

II.2.6. Les contrats commerciaux internationaux (20 heures)

Une partie de ces contrats, les instruments de paiement relatifs aux contrats internationaux, sera traitée dans le cadre du cours de droit bancaire.

Le séminaire sur les contrats commerciaux internationaux traitera de façon générale de la hiérarchie des normes entre norme interne et norme internationale, fera la présentation des différents traités relatifs au commerce international susceptibles d'être appliqués par le juge interne, et surtout se consacra à l'étude approfondie de contrats internationaux signés au Maroc.

II.2.7. Le droit des transports (12 heures)

Les magistrats du tribunal de commerce d'Agadir sont souvent confrontés à des problèmes de transport, et spécialement de transport maritime.

Ce séminaire fera le point sur le droit des transports au Maroc et se concentrera sur les problèmes liés au transport maritime.

Plan du cours :

Introduction générale

- Le transport outil de développement
- Les différents modes de transport
- Les moyens du transport terrestre
- Le transport intérieur et le transport international
- Les caractéristiques de chaque mode de transport
- Le transport multimodal
- Le code de la route et les codes des transports

1- Le nécessaire encadrement de l'activité de transport

Introduction : place du transport dans l'économie moderne

1.1 les objectifs et les moyens de l'encadrement

1.2 les domaines de l'encadrement

1.3 la structure des transports

1.3.1 la répartition intermodale

1.3.2 la répartition intramodale

i) transport terrestre

ii) le transport maritime

iii) le transport aérien

1.4 les organes d'encadrement

1.4.1 l'Administration Centrale et la tutelle

1.4.2 les organes sous tutelle

2- Les codes de transport

Introduction : la notion de services public de transport, de transport pour compte d'autrui et de transport pour compte propre

2.1 le transport terrestre

2.1.1 le transport pour le compte d'autrui

2.1.1.1. le transport routier

i) le transport de voyageurs

- ii) le transport de marchandises
- 2.1.1.2. le transport ferroviaire
- 2.1.1.3. Le contrat de transport de transport
 - i) en transport intérieur (le code du commerce),
 - ii) les contrats types de transport routier à compter de 2003 ;
 - iii) en transport international routier (la CMR)
 - iv) le transport intérieur ou international de voyageurs et de leurs bagages (la CTIRVB)

2.1.2. Le transport pour son compte propre

- 2.1.2.1. le transport routier
- 2.1.2.2. le transport informel et son intégration à compter de mars 2003
- 2.1.2.3. le cabotage

2.1.3. les transports spéciaux et les responsabilités des parties contractantes.

- 2.1.3.1. le transport des matières dangereuses
- 2.1.3.2. le transport de matières périssables

2.1. 4. Le transport multimodal

- 2.1.4.1. le cadre légal
- 2.1.4.2. l'entrepreneur de transport multimodal au Maroc
- 2.1.4.3. le régime international : la CNUCIM.
- 2.1.4.4. l'harmonisation entre les deux cadres national et international

2.2. Le transport maritime

Introduction

- Définition du droit maritime
- Comparaison entre le droit maritime et le droit de la mer
- Genèse historique du droit maritime

2.2.1. Le Navire

- Définition de navire
- Régime de propriété du navire

2.2.2. Les gens de Mer

- Le marin
- Le contrat d'engagement

2.2.3. L'exploitation du Navire

- Les formes juridiques de l'exploitation du navire
- Le personnel d'exploitation du navire
- Les ventes maritimes

2.2.4. les événements de mer

- L'abordage
- L'assistance en mer
- Les avaries

2.2.5.les assurances Maritimes

- Les éléments de l'assurance maritime
- La conclusion du contrat d'assurance
- Les obligations de l'assureur

2.3. Conclusion

Aperçu sur les dispositions du projet de code maritime marocain.

3. Evaluation du cycle de formation

L'ensemble de la formation donnera lieu à évaluation. (10 heures)

Cette évaluation devra être réciproque et croisée.

Les intervenants devront évaluer et juger les performances des magistrats, l'attention dont ils ont fait preuve, leur participation active aux séminaires, leur degré d'implication dans le programme de formation.

Les magistrats devront à leur tour évaluer les intervenants, la qualité de leurs prestations et leurs réponses aux attentes des magistrats.

A partir de ces deux évaluations, un rapport final d'évaluation critique de l'ensemble du programme sera établi.

II.3. LES OUTILS PÉDAGOGIQUES

Le chef de projet a élaboré les directives pédagogiques qui serviront de guide pour les formateurs dans la méthode d'enseignement et de communication des matières qui leur sont confiées.

Au delà des mises à niveau techniques et de l'état des lieux des textes réglementant la matière enseignée qui feront l'objet d'une présentation générale sous forme de conférence magistrale, le travail sur des exemples et cas pratiques marocains sera privilégié.

Les moyens pédagogiques prennent des formes diverses de:

- co-animation de séminaires par les intervenants extérieurs choisis pour leur compétence dans un domaine spécialisé (praticiens, universitaires...)

- de travail en groupe,

- de séminaires spécialisés d'intérêt commun,

- d'étude de cas pris dans le contentieux marocains,
- de droit comparé avec d'autres pays ayant un système judiciaire similaire ou voisin.

Tous les documents seront groupés de façon synthétique dans un classeur qui sera remis, en fin de formation, à chacun des magistrats participants.

LE PLANNING

L'organisation du planning a donné lieu à de nombreuses discussions entre le représentant de Chemonics, le consultant et les magistrats.

Le programme initial prévoyait une formation de 240 heures à dispenser entre les mois de janvier et de juillet 2002, la mission de Chemonics se terminant à cette date.

L'emploi du temps chargé des magistrats du tribunal de commerce d'Agadir et la nécessité d'assurer le principe de continuité du service public, les empêchent de dégager un nombre d'heures suffisants pour recevoir une formation de 240 heures.

Il a donc fallu revoir à la baisse le volume d'heures de formation en fonction des contraintes de Chemonics et des magistrats.

Le planning définitivement retenu consacre un volume d'heure de 192 heures réparties de la façon suivante.

Formateur	Formation offerte	Nombres d'heures
Maria BAHNINI	méthodologie	30 heures
Khalid LAHBABI	droit bancaire	50 heures
Maria BAHNINI	droit des sociétés	30 heures
Mustapha EL BAZE	Financement des entreprises	30 heures
Samir AGOUMI	comptabilité	10 heures
Layachi MESSAOUDI	contrats commerciaux internationaux	20 heures
Larbi ZIATI	droit des transports	12 heures
Maria BAHNINI	Evaluation	10 heures.
Total d'heures		192 heures

Le planning prévisionnel est le suivant :

SENARIO DE FORMATION	
Jours	Heures
Jeudi	17 h à 21 H
Vendredi	15h30 à 19h30

Mois	Dates	Jours	Heures	
Janvier	24	jeudi	4	(17h00 à 21h00)
Janvier	25	vendredi	4	(15h30 à 19h30)
Janvier	31	jeudi		
Février	1	vendredi		
Février	2	samedi		
Février	7	jeudi	4	
Février	8	vendredi	4	
Février	9	samedi		
Février	14	jeudi	4	
Février	15	vendredi	4	
Février	16	samedi		
Février	21	jeudi	4	
Février	22	vendredi	4	
Février	23	samedi		
Février	28	jeudi	4	
Mars	1	vendredi	4	
Mars	2	samedi		
Mars	7	jeudi	4	
Mars	8	vendredi	4	
Mars	9	samedi		
Mars	14	jeudi	4	
Mars	15	vendredi	4	
Mars	16	samedi		
Mars	21	jeudi	4	
Mars	22	vendredi	4	
Mars	23	samedi		
Mars	28	jeudi	4	
Mars	29	vendredi	4	
Mars	30	samedi		
Avril	4	jeudi	4	
Avril	5	vendredi	4	
Avril	6	samedi		
Avril	11	jeudi	4	
Avril	12	vendredi	4	
Avril	25	jeudi	4	
Avril	26	vendredi	4	
Avril	27	samedi		
Mai	2	jeudi	4	
Mai	3	vendredi	4	
Mai	4	samedi		
Mai	9	jeudi	4	
Mai	10	vendredi	4	

Mai	11	samedi		
Mai	16	jeudi	4	
Mai	17	vendredi	4	
Mai	18	samedi		
Mai	23	jeudi	4	
Mai	24	vendredi	4	
Mai	25	samedi		
Mai	30	jeudi	4	
Mai	31	vendredi	4	
Juin	1	samedi		
Juin	6	jeudi	4	
Juin	7	vendredi	4	
Juin	8	samedi		
Juin	13	jeudi	4	
Juin	14	vendredi	4	
Juin	15	samedi		
Juin	20	jeudi	4	
Juin	21	vendredi	4	
Juin	22	samedi		
Juin	27	jeudi	4	
Juin	28	vendredi	4	
Juin	29	samedi		
Juillet	4	jeudi	4	
Juillet	5	vendredi	4	
Juillet	6	samedi		
Juillet	11	jeudi	4	
Juillet	12	vendredi	4	
Juillet	13	samedi		
Juillet	18	jeudi	4	
Juillet	19	vendredi	4	
Juillet	20	samedi		
			192	

Ce planning nécessitera certainement des aménagements en cours de programme de formation, aménagements dus à des jours fériés ou à l'indisponibilité des magistrats pour des raisons professionnelles.

Les heures seront dans ce cas rattrapées sur un ou plusieurs week end selon les besoins et les nécessités du programme.

LES FORMATEURS

Etant donné l'importance des enjeux et la multiplicité des acteurs concernés, l'assistance à apporter au tribunal de commerce d'Agadir à travers cette mission, a requis une offre multidimensionnelle, alliant :

- des compétences techniques spécifiques jointes, dans la mesure du possible, à une bonne connaissance de l'environnement judiciaire économique et social marocain,

- une expérience avérée dans la formation continue liée à des enjeux juridiques et économiques élevés.

C'est pour cette raison que l'équipe des intervenants est composée de:

- L'équipe d'intervention directe, formée de praticiens, tous marocains, ayant une bonne connaissance du terrain. Ceux-ci ont été sélectionnés en fonction de leur maîtrise technique et de leur expérience pédagogique.

- du chef de projet rassemblant des compétences universitaires et pratiques qui assure le pilotage et la coordination du projet et vérifie que la démarche engagée, répond tout au long de son déroulement, aux objectifs de la formation.

Maria BAHNINI

68, Avenue Fal Ould Oumeir,
Agdal
RABAT

Tél : 061 22 24 36
037 77 47 46
Fax : 037 77 47 48

E-mail : maria.bahnini@mtds.com

Etat civil : Née à Rabat, le 24 mars 1957
Mariée, un enfant.

Expérience professionnelle :

1997-2002

Conseil juridique à RABAT
Travaille essentiellement dans le domaine des investissements privés étrangers au Maroc.

Novembre 1992

Consultant juridique à Paris, spécialisée en droit américain de sociétés.
Principaux clients : EURIS, AFFINE , CIA : sociétés financières internationales investissant dans le secteur immobilier aux Etats Unis.

Septembre 1992

Maître de conférences à l'université de Lille II.
Matières enseignées : droit civil, droit des affaires.

Septembre 1990

Juriste à la direction juridique et fiscale de la Banque Nationale de Paris, section des affaires juridiques internationales.
Activités principales : Négociation et rédaction de contrats internationaux d'investissements.

Octobre 1988

Professeur à la faculté de droit de Fès, Maroc.
Matières enseignés : droit commercial en licence de droit, droit des affaires en maîtrise de sciences économiques.

Septembre 1984

Maître de conférence à la Faculté de droit de Fès, Maroc.

Etudes récentes effectuées

Septembre 2001 : Ministère de la justice

Refonte des textes juridiques relatifs au registre du commerce.

Novembre 2000 : Ministère de l'Habitat en collaboration avec EDESA

Rédaction des textes législatifs et réglementaires du secteur du logement et de l'Habitat social.

Rédaction de la loi pour la lutte contre l'habitat insalubre .

Octobre 2000 : BARID EL MAGHRIB (la poste) en collaboration avec Charles Riley International.

Restructuration et modernisation de la gestion de Barid el Maghrib.

Janvier 2000 : Ministère de l'Equipement (Direction des routes et de la circulation routière) et en collaboration avec « Casablanca Finance Group »

Etude et assistance pour l'octroi d'une concession de construction, d'exploitation et d'entretien de l'autoroute Tétouan-Fnideq.

Mai 1999 : Ministère des affaires générales du Gouvernement Et en collaboration avec Chemonic

Rédaction du projet de loi portant charte de la PME

Mai 1999 : Louis Berger International

Dans le cadre d'une concession d'entretien et d'exploitation d'une partie du réseau routier marocains : Etude de faisabilité pour les péages fictifs et l'entretien intégral du réseau routier Marocain.

Février 1999 : la Société Nationale des Autoroutes du Maroc

La responsabilité des concessionnaires de service public à l'égard des usagers.
La nature juridique du contentieux survenant entre les concessionnaires de service public et les usagers.
Le statut du personnel des concessionnaires de service public.
La nature juridique des contrats conclu entre les concessionnaires et leurs prestataires de services.
Contrats de concession et exploitation du domaine public.

L'installation d'infrastructures alternatives de télécommunications sur le réseau autoroutier marocain.

Rédaction des contrats entre Maroc Télécom et ADM

Convention de mise à disposition d'emprises autoroutières pour l'installation de lignes GSM.

Convention de location de stations radio

Convention pour la pose, l'entretien et l'exploitation d'un câble en fibre optique.

Conseil et assistance dans la procédure d'arbitrage devant le CIRDI opposant ADM au consortium italien de BTP RFCC.

Conseil et assistance dans la procédure d'arbitrage devant le CIRDI opposant ADM au consortium italien de BTP SALINI ITALSTRADE

Concession de service public

Rédaction de contrat entre Maroc Télécom et ADM

Conseil et assistance dans deux procédures d'arbitrage devant le CIRDI.

Formation

Columbia University New York, USA

Droit américain des sociétés

Lectrice au département de français

1978- 1983 Université Nancy II, France

Doctorat d'Etat de droit privé : « Le droit des investissements privés étrangers au Maroc »

Mention très honorable, Sous la direction de M. Le Recteur ROBLOT

DEA de droit privé

Maîtrise de droit des affaires

Licence de droit public

1974 : Mission universitaire et culturelle française au Maroc

Mustapha EL BAZE

ETAT CIVIL

- Nationalité : Marocaine
- Date de naissance : 13 Décembre 1949

FORMATION

- Doctorat d'État en Gestion (PARIS-DAUPHINE - 1977)
- 3ème cycle de Gestion Université PARIS-DAUPHINE 1973
- Diplôme de l'Institut d'Administration des Entreprises (I.A.E PARIS 1975)

- D.E.S ès Sciences Économiques (SORBONNE 1974) : Économie industrielle
- Licence ès Sciences Économiques (RABAT) - 1970
- Graduated NUCEA-Program WASHINGTON D.C

LANGUES

- Français : Lu, Parlé, Écrit
- Arabe : Lu, Parlé, Écrit
- Anglais : Lu, Parlé, Écrit

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

TITRES

Plus de vingt années d'expérience dans le conseil et la formation au profit du secteur public et du secteur privé :

- Directeur Général du Cabinet FOCS (depuis 1986)
- Professeur à l'I.S.C.A.E (depuis 1977)
- Professeur à l'École des Cadres de KENITRA
- Directeur du Cabinet du Ministre du Commerce et de l'Industrie (1987 – 1991)
- Chargé des analyses financières à la SNI (1970-1971)
- Consultant auprès de SOMIFOS - CEGOS International (1977-1980)
- Consultant chez Ciments LAFARGE Paris (1973-1975)

DOMAINES D'INTERVENTION

CONSEIL

- Diagnostic global ou local d'entreprises
- Elaboration de stratégies d'entreprises
- Gestion des Ressources Humaines
- Formation des formateurs
- Etablissement et évaluation des plans de formation
- Marketing
- Organisation technique et administrative
- Redressements financiers
- Gestion des stocks
- Mise en place de Structure

FORMATION

- | | |
|---------------------------------------|--------------------------------|
| ■ Analyse des coûts et rentabilité | ■ Le Management et sa pratique |
| ■ Analyse financière | ■ Le Management Public |
| ■ Audit Interne | ■ Le tableau de Bord |
| ■ Communication & Dynamique de groupe | ■ Le Plan de Formation |
| ■ Contrôle de Gestion | ■ Marketing Direct |
| ■ Dynamique de groupe | ■ Organisation et motivation |

- Formation à la vente
- Gestion des stocks
- Gestion du temps
- La Motivation
- La Prise de Décision
- La Direction par Objectifs
- Plan Marketing
- Planification, contrôle de gestion
- Sensibilisation à la connaissance de l'entreprise PME/PMI Marocaine
- Techniques de négociation
- Techniques de prévision appliquées aux affaires

☑ REFERENCES (PAR ORDRE ALPHABETIQUE)

- AFRIQUIA GAZ
- ALCATEL
- ALUMINIUM DU MAROC
- ASMENT DE TEMARA
- B.M.C.E
- BANQUE CENTRALE POPULAIRE
- BIOPHARMA
- C.I.H
- CARNAUD MAROC
- CENTRALE LAITIERE
- CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE CASA
- CICALIM
- CIMENTERIE DE TEMARA
- CLUB MÉDITERRANÉE
- COTEF
- GENERAL SHIPPING CONTRACTORS
- GROUPE ESIG
- GROUPE WAFABANK
- INDUSTUBE
- JACOB DELAFON
- LAFARGE CEMENTS
- LAPROPHAN
- L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE
- MAKRO MAROC
- MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
- MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES MINES
- MINISTERE DE L'EQUIPEMENT
- MINISTERE DES FINANCES
- MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS
- O.C.E
- O.F.P.P.T
- O.N.E
- O.N.E.P
- OMNIUM MAROCAIN DE PECHE (O.M.P)
- REGIE DES TABACS
- SOCIETE NOUVELLE DE ROBINETTERIE
- SOCOCHARBO
- SOGETA
- SOMATAN
- SOTCODAT
- STOCKVIS
- STRUCTAL
- TOTAL MAROC
- USAID

MISSIONS ESSENTIELLES

- GTZ : Etude organisationnelle de l'AMITH
 - Enquête auprès des opérateurs économiques sur leurs attentes vis à vis de l'AMITH et sur les forces et faibles de celle-ci ;
 - Enquête auprès des partenaires : Gouvernement, bailleurs de fonds, organismes de formation, organismes de mise à niveau sur l'image de l'AMITH ;
 - Repositionnement stratégique ;
 - Elaboration de scénarios organisationnels et validation de la structure ;
 - Instrumentation de la structure validée.

- OFPPT (Office de la formation professionnelle et de la Promotion du travail) :
 - Diagnostic organisationnel
 - Elaboration de scénario de structure
 - Instrumentation de l'option organisationnelle
 - Accompagnement.

- Banque Européenne d'Investissement (B.E.I) :

Mission : Création d'une société à capital risque (S.P.P.P)

 - Approche-Résultats : Co-Fondateur, élaboration du document de la politique générale, Domiciliation, Recrutement du personnel dirigeant et assistance.

- GENERAL SHIPPING CONTRACTORS (G.S.C)
 - Diagnostic organisationnel et stratégique

- SOCIETE NOUVELLE DE ROBINETTERIE (SNRO)
 - Diagnostic de structures
 - Elaboration de stratégie

- ASMENT TEMARA
 - Mise en place des structures
 - Développement du système de gestion

- AMYLUM MAGHREB
 - Diagnostic
 - Formation

- OMP (Omnium Marocain de Pêche)
 - Analyse diagnostic
 - Formation

- SOMATAM
 - Adaptation des structures
 - Diagnostic, restructuration, reciblage des fonctions et des organes.

- STOKVIS
 - Elaboration de stratégies différenciées selon les départements et les marchés cibles
 - Diagnostic marketing, Diagnostic organisationnel, élaboration de stratégies par département appuyées sur l'analyse. Atouts/attraits (Matrices stratégiques).

- BEN MAROC S.A (BENETTON):
 - Changement de l'Equipe et redressement
 - Audit Juridique, Assainissement Comptable, Mise en place des Structures et procédures

- E.M.S.I (École Marocaine des sciences de l'Ingénieur)
 - Mise en place du schéma d'organisation générale et des procédures

- WAFABANK

- Evaluation du Potentiel Commercial : 400 personnes (cadres)
- Exécution de la mission – rapport évaluation potentiel commercial et besoins en formation.
- Projet le Maroc Compétitif, initié par le comité de Suivi du développement du secteur privé rattaché au Premier Ministre au Maroc.
 - Mission : Analyse de la compétitivité de l'Economie marocaine à partir de grappes (performantes/émergentes): projet appuyé par la Banque Mondiale et financé par l'Union Européenne : Collaboration (DRI-McGraw Hill / FOCS)
 - Sélection de quatre secteurs à potentiel de compétitivité confirmée :
 - * Le Textile – Habillement
 - * Le Tourisme
 - * Les produits de la Mer
 - * Les technologies de l'Information
 - Diagnostic/élaboration de stratégie et plan d'action pour chacun des 4 secteurs «Approche grappe (Cluster's approach)»
 - Création de l'Association pour le Maroc Compétitif
- SECTEUR PECHE – INDUSTRIE DE LA MER : réalisation étude et contrat programme du secteur pêche et industrie de la mer avec le Gouvernement
- SECTEUR TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION – APEBI : réalisation étude et contrat-progrès du secteur Technologie de l'Information avec le Gouvernement
- Programme USAID-DYNA-PME (Projet DYNA-PME initié par l'USAID et le Ministère Chargé de l'Incitation de l'Économie et géré par CHEMONICS INTERNATIONAL) dans sa composante ROA (Reformes Organisationnelles et Administratives pour PME).
 - Elaboration de la politique générale pour la promotion des PME : La charte de la PME
 - Loi cadre régissant les relations Administration – Entreprise
 - Observatoire de l'entreprise : instrument d'aide à la décision du gouvernement
 - Guide Officiel des Formalités
 - Loi sur les Associations d'Utilité Economique
 - Simplifications des formalités fiscales
 - Mise en place des centres de gestion et de comptabilité agréés (auprès des Chambres de Commerce, d'Industrie et de Services «CCIS»)
 - Elaboration d'un agenda contenant 70 réformes organisationnelles et administratives ayant traits aux aspects juridiques, financiers, sociaux, réglementaires, fiscaux destinée à améliorer l'environnement des entreprises ;
 - Analyse de faisabilité et rédaction d'un cahier de charge concernant l'informatisation d'un registre central du commerce au Ministère du commerce et de l'industrie ;
 - Organisation d'une journée d'étude sur les instruments de financement adaptée à la P.M.E.

AUTRES ACTIVITES

- Président de missions économiques du Maroc en tant que directeur de cabinet du ministère du commerce et de l'industrie
 - ☞ Organisateur de la mission «O.P.I.C» (Oversea Private Investment) en liaison avec l'ambassade des U. S. A : Animateur de table ronde avec la participation d'une délégation ministérielle.
 - ☞ A Bordeaux : avec animation de conférences devant la Chambre de Commerce et d'Industrie et les Hommes d'Affaires.

- ☞ A Marseille : avec animation de Conférences devant la Chambre de Commerce et d'industrie et les Hommes d'Affaires.
- Co-fondateur de la société à Capital-Risque SPPP destinée à soutenir l'impulsion et la création des P.M.E
- Animation des chambres de Commerce et d'Industrie notamment pour la réflexion sur leur fonctionnement et leur stratégie d'impulsion.
- Conception de «l'Ecole du Commerçant» domicilié à la CCI de Casablanca : Cette Ecole devant former la population des commerçants ou des candidats au commerce pour gérer leurs affaires et comprendre leurs droits vis à vis des administrations : l'équipe F.O.C.S. ayant animé les séminaires.
- Mise au point des Centres de Gestion agréés. Plus précisément : présidé la commission interministérielle chargé d'élaborer le projet des centres de gestion agréés, le projet de loi et les décrets d'application.
- Organisateur du parrainage Euro-Maghreb : Parrainage des jeunes entrepreneurs par des sociétés Européennes et Marocaines avec signature de conventions (28 et 29 Avril 1995), en collaboration avec l'Association PARENE -France.

Cette mission a permis d'associer les associations de jeunes entrepreneurs (CJEC, AMJE, FAJEM, l'association des femmes entrepreneurs ESPOD - la Confédération Générale Économique Marocaine CGEM - l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail OFPPT). Ce programme a été sponsorisé par l'ambassade de France, la Communauté Européenne, la Caisse Française de Développement ainsi que des Sociétés Françaises (LAFARGE - RENAULT - USINOR ...).

- Organisateur de la Croisière MAGHREB-EUROPE sur la création d'Entreprises (Avril 1992)
 - ☞ Animateur d'Ateliers (12 Séances)
 - ☞ Organisateur des escales et des participations étrangères
 - ☞ Animation et Elaboration des programmes des Journées d'Escales.
 - ☞ Conférences sur le Partenariat et sur le Système économique libéral au Maroc.
 - ☞ Animation des mises en relations dans chaque escale.
 - ☞ Evaluation des escales : (contrats conclus, contrats porteurs & contrats sans suite).
- Organisateur-Animateur du Premier Colloque National sur la "Création d'Entreprises" en 1980 - I.S.C.A.E.
- Intervenant-conseil auprès du Centre de Promotion et de création d'entreprises CPCE - ISCAE.
- Animateur d'un sous-module "Création d'Entreprise" dans le cadre du Cours Politique Générale à l'I.S.C.A.E.
- Animateur du séminaire "Economie des PME" en collaboration avec l'Université du Québec (Trois rivières).
- Animateur d'ateliers sur la Création d'Entreprises (programme ISCAE UQAC)
- Organisateur de la convention GROUPELEC à Marrakech (500 Entreprises), avec participation d'une délégation ministérielle.
- Publications diverses sur la Création d'Entreprises
- Directeur de plusieurs travaux de recherche sur la PME dont un mémoire du Cycle Supérieur de Gestion sur «L'entreprenariat Féminin au Maroc» 1995.

- Réalisation d'une Etude sur l'environnement au Maroc : Evaluation des capacités du secteur privé à prendre en charge les problèmes de l'environnement «PRIDE» avec Haggler & Bailly (Financement USAID).
- Conférence sur «l'Entreprise : L'écologie et l'environnement, du Maroc»
- Les femmes entrepreneurs : Tables rondes et travaux.

AUTRES ACTIVITES ASSOCIATIVES

- Président de l'association ACDES
- Vice-Président de l'association ILLIGH
- Fondateur et ex-Rédacteur en chef de la Revue «Gestion et Société»
- Co-fondateur de la Revue «GÉRER»
- Président fondateur puis membre de l'Association des Marocains Diplômés de DAUPHINE (A.M.D.D)
- Membre fondateur de l'Association Marocaine de Gestion (A.M.G)
- Ex-Vice Président de l'Association le Grand Atlas (A.G.A) «Section Casablanca»
- Co-fondateur de l'Association INMAA, de soutien et de promotion de l'investissement au Maroc

Samir AGOUMI

Nom : AGOUMI
 Prénom : Samir
 Expérience : 22 ans
 Nationalité : Marocaine

I- SOMMAIRE

- Samir AGOUMI est associé-Gérant du Cabinet DAR ALKHIBRA.
 Diplômé de l'école des hautes Etudes Commerciales de Paris (HEC 1976. Il est également détenteur d'un diplôme de troisième cycle en économétrie (1978) et du diplôme d'expertise comptable français (1984), et a obtenu un diplôme international de l'Université HAVARD dans la stratégie et la gestion des entreprises publiques à l'université HAVARD aux Etats-Unis (1985).

- Il a travaillé trois ans avec Coopers and Lybrand à Paris dans le cadre de missions internationales d'audit, d'organisation et de conseil en gestion en France et en Afrique (1977-1980), avant de regagner le cabinet du Ministre Marocain du Commerce, de l'industrie et du TOURISME à Rabat. (1981 à 1983) où il a été chargé de mission économique et financière ;
- Samir AGOUMI a une grande expérience dans l'audit de grandes structures et dans le domaine fiscal. Il est responsable des questions d'optimisation fiscale de tous les clients de DAR ALKHIBRA, notamment des sociétés dans les secteurs de production.
- Samir AGOUMI a assuré et assure le commissariat aux comptes de grandes structures : les Sucreries du Tadla, les Autoroutes du Maroc, les Eracs d'Agadir et du Tensift, les Ciments de l'Oriental. Il a été responsable de grandes missions d'audit telle la BMCE (privatisation), l'ONTS. Il est actuellement associé dans une mission d'audit (due diligence) de Maroc Telecom pour le compte de VIVENDI, avec le correspondant international de DAR ALKHIBRA SALUSTRO REYDEL.
- Samir AGOUMI possède une expérience importante dans le conseil de gestion et en organisation. Il a été responsable du montage financier des projets importants, ainsi que d'études financières institutionnelles. Il a participé à des études sectorielles de l'économie marocaine. Il est fortement impliqué dans le secteur des entreprises publiques pour lesquelles il dirige les missions d'audit financier et opérationnel. Il a dirigé des missions de privatisation notamment dans le secteur financier où il a eu à évaluer et réfléchir sur la stratégie de privatisation de la BMCE, une des premières banques du Maroc.

I- PRINCIPALES QUALIFICATIONS :

Audit

- En qualité de Directeur Général de DAR ALKHIBRA, Samir AGOUMI a dirigé de nombreuses missions d'audit et de conseil en gestion, plus particulièrement des sociétés publiques (COTEF, SODERS, CIOR, ODI, ONTS) et privées (RHONE, POULENC, NIXDORF, LEGRAND, GLAXO, JOHNSON, REMAR, MAKRO), du secteur agricole (SOTRAMEG, SICOR et COSUMAR, SODEA, Domaines Royaux), du secteur hôtelier (KSAR ALRIMAL, Hôtels de la chaîne DOUNIA PLM, SHERATON, TIKIDA), du secteur maritime (transport et pêche), ainsi que des projets financés par les organismes internationaux : USAID, Banque Mondiale, Banque Africaine de Développement,...
- Samir AGOUMI a dirigé la mission d'audit d'un projet de construction d'un terminal de conteneurs au port de Casablanca, il a dirigé l'audit du projet d'un ensemble urbain de 100 hectares à NADOR.
- Dans le cadre des projets financés par la Banque Africaine de Développement, Samir AGOUMI dirige la mission d'audit opérationnel du Projet d'équipement aéroportuaire de l'Office National des Aéroports.
- Il a dirigé l'audit de gestion de Projet de Développement Agricole P.E.O.V./ Burkina Fasso.
- Il a participé à des audits de banques et de compagnies d'assurance internationales : GROUPE LOUIS DREYFUS, BANQUE HYPOTHECAIRE EUROPEENNE, CREDIT IMMOBILIER EUROPEEN, COMMERCIAL UNION France, et GENERALI France.
- Il a dirigé l'audit des compagnies d'assurances marocaines et d'agents d'assurance : la REMAR, la CNIA, la VICTOIRE et la SGCA.

- Récemment : audit de prêts CIH accordés à une grande entreprise marocaine de promotion immobilière et assistance pour la négociation de la dette avec le CIH.

Audit- Evaluation- Privatisation

- IL a dirigé des missions d'évaluation d'entreprises industrielles : CIOR (privatisée), JORDACHE , AGRO SPRAY, DENIKA MAROC, SOFIAG et SOTRAMEG.
- Il était aussi associé-responsable d'importantes missions d'évaluation et de privatisation : la BMCE (Banque Marocaine pour le Commerce Extérieur) et la chaîne PLM au Maroc.

Expérience dans le domaine bancaire :

- Mission d'audit et d'évaluation de la BMCE pour le compte du Ministère de la Privatisation.
- Mission ponctuelles de contrôle au niveau du CIH et de la BCM.
- Participation audit en France de : Banque L. Dreyfus, B.H.E., C.I.E.

Conseil financier

- Samir AGOUMI a une importante expérience dans le conseil financier :
 - Montage du dossier de financement.
 - Etude de faisabilité financière (participation à l'étude de faisabilité financière de la liaison fixe du Déroit de Gibraltar).
 - Opérations de partenariat notamment entre sociétés marocaines et sociétés étrangères.
 - Participation au voyage d'étude sur les bourses de valeur canadiennes organisé pour le Ministère des Finances et la bourse des valeurs de Casablanca.
 - Négociation avec les sociétés financières pour les placements.
 - Etude sur les OPCVM au Maroc.
 - Organisation de séminaires sur les marchés financiers.

Conseil Juridique et fiscal

- Samir AGOUMI assure le conseil juridique et fiscal pour d'importants groupes nationaux ou internationaux : Montage juridique et fiscal de projets – Audit juridique de contrats internationaux – Optimisation fiscale, fiscalité des expatriés, relation avec l'Administration fiscale. (exemple de Groupes : AGIP, DIGITAL, Général Motors, C.C.C., GLAXO).
- Samir AGOUMI est l'Associé responsable de plusieurs missions de tax planing (Concessions de service public, Projet d'infrastructure, Barrage, Autoroutes,...)
- Responsabilité juridique de grosses opérations d'acquisitions de sociétés, de liquidation de sociétés, et de fusion.
- Animation de séminaires sur la loi sur la S.A. , S.A.R.L. et Code de Commerce.

Etudes sectorielles

- Samir AGOUMI possède une grande expérience des analyses économiques et financières du diagnostic des entreprises et de l'amélioration des systèmes de gestion financière, de même qu'une connaissance approfondie de tous les aspects de l'économie Marocaine.
- Il a dirigé et/ou participé à la réalisation de :
 - . L'étude stratégique sur le marché du sucre commercialisable au Maroc ;
 - . L'étude des corps gras au Maroc ;
 - . L'étude stratégique du système des exportations marocaines ;
 - . L'étude du système du transport routier au Maroc ;
 - . L'étude des salaires dans le secteur informatique ;
 - . L'étude de faisabilité du centre médical international de RABAT.
 - . L'étude sur la protection/déprotection et le système des incitations de l'industrie marocaine.

Conseil en Management

- En tant qu'associé, il a participé au contrôle de qualité et à la coordination de la mission de réorganisation de l'ONPT comprenant un volet important de la gestion des ressources humaines. Il a assuré la fonction d'associé responsable de la mission de conception du système d'information de l'ONEP (Eau Potable du Maroc). Un des volets traités était le volet GRH (Gestion des Ressources Humaines). Ces deux dernières missions ont duré chacune en moyenne 20 mois et totalisent un budget de 50 millions DHS.
- M. AGOUMI est codirecteur et dirige la mission d'évaluation de la RED dans le cadre de l'étude de conception et de mise en œuvre d'un système de comptabilité de gestion (22 millions DHS).
- Il assure des missions de conseil en ressources Humaines pour de grandes entreprises comprenant aussi des missions de définition de postes, d'analyse des besoins, et de recherche de cadres. A titre d'exemples : ALCATEL, MAKRO, CIOR, ODI...etc.

III- FORMATION :

- Diplôme de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales de Paris (HEC), 1976.
- Diplômé de troisième cycle (5DEA) en économétrie, Université de Paris Dauphine, 1977 (Mention Très bien)
- Expert Comptable D.P.L.E, (1984).
- Formation complémentaire en « policy and Management in Public Enterprises », Université de Harvard ITP, (1985). Formation intensive organisée par les instituts : HIID (Affaires internationales), J.F. Kennedy School of Government (Ecole d'Administration Publique) et H.B.S (Harvard Business School).

IV. REPRESENTATION

Samir AGOUMI est :

- Vice président de l'Association H.E.C. Maroc.
- Membre du Conseil National de l'ordre des Experts Comptables.
- Membre du Comité de l'AMDEC (Association Marocaine des Diplômés Experts Comptables). Président de la commission communication.

- Membre de la Commission Nationale du système d'information comptable des entreprises.(Un des auteurs du Nouveau Plan Comptable Marocain).
- Membre du Conseil National de la Comptabilité (C.N.C.).
- Membre de la Commission des O.P.C.V.M au C.N.C.
- Membre du Conseil d'Administration de la Chambre de commerce Américaine au Maroc (AMCHAM).
- Membre de la Chambre Internationale d'Arbitrage (Arbitre international dans affaires commerciales)

V- LANGUES

Arabe
Français
Anglais
Espagnol

Khalid LAHBABI

Khalid LAHBABI

Villa 14, rue 01, Lotissement Nassim
Route d'Azemmour
CASABLANCA

Tél : 061 41 07 04
022 39 45 77

E-mail : k-lahbabi@hotmail.com

Etat civil : Né à Fès, le 19 janvier 1952
Marié, père de deux enfants

Expérience Professionnelle

LARBI ZIATI

Nom : ZIATI
Prénom : LARBI
Date et lieu de naissance : 1^{er} Janvier 1943 à RABAT
Situation de Famille : Marié, 4 enfants
Adresse : 17 Avenue Al Jacaranda Hay Ryad, Souissi, RABAT.

Téléphones :
D. 037.71.10.53
B. 037.77.33.27
M. 061.40.02.16

DECORATION

- Wissam Al Arche, Chevalier en 1992
- Wissam ARRIADA 1^{ère} classe en 1993

TITRE UNIVERSITAIRES

- Brevet d'arabe classique de L'institut des Hautes Etudes Marocaines de Rabat 1959.
- 1^{ère} partie du baccalauréat section moderne Juin 1962 Lycée Moulay Youssef Rabat (Académie de Bordeaux).
- 2^{ème} partie du baccalauréat section sciences expérimentales juin 1963, Lycée Gouraud Rabat Rabat (Académie de Bordeaux)
- Licence es-sciences économiques juin 1968.
- Niveau : Diplôme d'Etudes Supérieures es-sciences Economiques 1970.
- Formation à la Dynamique du groupe au Centre de Formation de l'institution « Vie Nouvelle » à Charbonnière France.

AUTRES FORMATIONS A L'INTERIEUR ET A L'EXTERIEUR DU MAROC :

Management, gestion de l'entreprise, Relations Humaines, Planification, Prévision, Informatique.

GRADE ACTUEL

Administrateur Principal 6^{ème} échelon (Plafond) depuis le 1/07/1989.

EMPLOIS OCCUPES

- Journaliste à la RTM à la chaîne française (1963à1965)
- Chef du Bureau du Contentieux de l'ex-Office de Mise en Valeur Agricole de RABAT. 1965-1966,
- Attaché de Direction à l'Office National des Transports (O.N.T) de 1967 à 1972.
- Chef de l'Inspection Générale et de la Division des Etudes de l'ONT de 1973 à 1980.
- Secrétaire Général de l'ONT de 1980 à 1984,
- Chargé des fonctions de chef de la Division des Etudes Générales et Techniques des Transports Terrestres puis de celles de chef de la Division des Etudes et de la Réglementation de la Direction des Transports Routiers, au Ministère des Transports de 1985 à 1996.
- Chargé des fonctions de Directeur Adjoint des Transports Routiers,
- Actuellement Inspecteur Général du Ministère du Transport et de la Marine Marchande (depuis le 1^{er} juillet 1999).

ACTIVITE D'ENSEIGNANT VACATAIRE

- Enseignant de l'économie politique et de la comptabilité pour la préparation de l'aptitude au DECS.
- Enseignant de l'économie des transports à l'école des Travaux Publics,
- Maître de conférence à l'école de Perfectionnement des Cadres du Ministère de l'Intérieur à Kénitra depuis 1980.

OUVRAGES

- Cours d'économie politique à l'usage des candidats au B.E.C., D.T.M., Bac ECO et D.E.C.S. 1973 ;
- Essai sur l'enseignement et l'assistance culturelle Française au Maroc 1978,
- Le secteur des transports routiers et l'O.N.T.1982
- Traduction en Arabe de l'Ouvrage : Fiscalité et développement au Maroc du Docteur Mustapha EL KTIRI (en collaboration MM. ALIOUA Khalid, CHAOUI Abderrahman et l'auteur) Edition l'Organisation Arabe de Développement Administratif Amane (l'O.A.D.A.),

- Le transport routier au Maroc approche-économique, 1^{ère} édition en 1995 Rabat Al Fath et 2^{ème} édition en 1996. En langue arabe et français.
- Le régime international du Transport routier 1^{ère} édition en 1995 et 2^{ème} édition en 1998. En langue arabe et français.
- Plusieurs conférences sur l'économie et le droit du transport.

ACTIVITE SOCIO-EDUCATIVE

- Délégué de la section de Rabat de l'Association Educative des Enfants Déshérités Tofola Chaabia (plus de 30 sections à travers le Royaume).
- Chef des camps des colonies de vacances (700 enfants) de la même association de 1960 à 1962,
- Secrétaire Général de la Corporation des Etudiants de la Faculté de droit de Rabat (1964-1965),
- Coordinateur des Coopérations des facultés, écoles et instituts d'études supérieures de RABAT à 1964-1965,
- Président de Club de Foot-Ball du FUS 1977-1978
- Vice président de la fédération royale Marocaine de Foot-Ball (1978-1979) et (1991-1992),
- Secrétaire Général du Club OM Tennis Bridge (1982-1984) ;
- Membre du Bureau Fédéral de la FRM Tennis (1982-1984) ;
- Président de l'OM Athlétisme 1982-1983 ;
- Membre du Comité directeur de l'Association Sportive omnisports Takaddoum (A.S.T.) de RABAT ;
- Président du Comité des Œuvres Sociales de l'ONT de 1972 à 1984 ;
- Vice président de l'Association des Œuvres sociales du Ministère des Transports.

Layachi MESSAOUDI

Layachi MESSAOUDI

Tél : 061 25 24 53
055 68 85 67

Etat civil : Marocain, né en 1956
Marié

Adresse : Groupe renouveau et progrès
Chambre des représentants
Rabat : Maroc

Expérience Professionnelle

1993- 2002 Député de Taounate et président du syndicat intercommunal intercoopération
1992 Président de la commune rurale de Ain Mediouna
1988 Professeur à l'université sidi Mohamed Ben Abdellah –Fès-

1984 Maître de conférence à l'université sidi Mohamed Ben Abdellah –Fès-

Formation

Doctorat d'Etat de droit privé : « Le droit international d'investissement »
DEA de droit international
Maîtrise de droit privé
Licence en droit privé

Publications

- Le contrat international d'investissement au Maroc
- L'arbitrage commercial international en matière d'investissements internationaux
- Le juge marocain et les conventions internationales relatives aux droits de l'homme.
- Condition de la femme dans les pays du Maghreb (ouvrage collectif).

Langues

Arabe, français, anglais lu, parlé et écrit.